

L'apprentissage, quel impact pour les finances publiques ?

Comment l'apprentissage amène un bénéfice
d'1,8 Mds d'€, soit 3 367 € par contrat d'apprentissage.

SYNTHÈSE :
Éclairons les débats avec des données objectives

NOVEMBRE 2021



walt.

LA VOIX DE L'ALTERNANCE

Pourquoi cette étude ?

L'apprentissage gagne en popularité année après année : de 317 000 contrats en 2018 à environ 600 000 prévus pour 2021. C'est un des piliers de l'éducation et de la formation de la jeunesse.

La formation en apprentissage offre de nombreux avantages pour les apprentis :

- gain d'autonomie financière,
- épanouissement personnel et professionnel,
- accès aux études supérieures...

Côté entreprises, quelle que soit leur taille, au-delà d'agir en tant qu'entreprise responsable et de participer à la formation et l'éducation des jeunes, l'apprentissage est une option stratégique pour recruter et se développer.

D'après le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, 3 chefs d'entreprise sur 4 jugent que le coût de l'apprentissage est compensé par sa valeur ajoutée.

Ses effets sur les jeunes et sur les entreprises, son importance stratégique pour le développement économique du pays et

ses différents impacts sur les acteurs de l'apprentissage, font que le financement de l'apprentissage ne doit pas se concevoir comme un coût pour la société. C'est davantage le financement d'un dispositif qui engendre des retombées économiques positives pour les finances publiques.

Cette étude s'intéresse aux retombées économiques de l'apprentissage pour les finances publiques en évaluant le rapport investissements-bénéfices.

Elle porte sur les 526 500 contrats signés en 2020 et **mesure l'impact économique de ces contrats pendant et après leur exécution.**

L'étude ne prend pas en compte les aides financières du Plan de Relance afin de se concentrer sur un scénario plus réaliste et proche de celui des années à venir.

Menée en partenariat avec le cabinet Goodwill, l'association Walt souhaite amener des éléments concrets pour éclairer les débats liés aux enjeux de l'apprentissage.

LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION WALT





1.8 MDS €

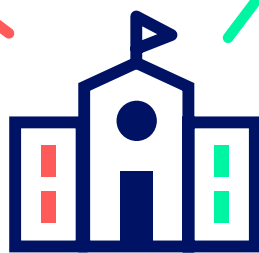
gain final pour les finances publiques

CE QU'INVESTIT L'ÉTAT

CE QUE GAGNE L'ÉTAT

3,5 Mds €
Financement lié au soutien financier des différents acteurs de l'apprentissage

4,7 mds €
Financement de la formation des apprentis opéré par les CFA (coûts contrats)



3,4 Mds €

baisse des coûts sociaux grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

3,4 Mds €

hausse des cotisations sociales et patronales

1,9 Mds €

hausse des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

1,2 Mds €

baisse des coûts pédagogiques liés à la formation des apprentis

8,2 Mds €

soit
1,8 Mds
de bénéfices sans les valeurs ajoutées

10 Mds €

Valeurs ajoutées estimées
(en dehors du périmètre de l'étude)

5,5 Mds €

indirectes

8,4 Mds €

directes

Le détail des items est dans l'étude complète.

Valeur ajoutée indirecte : la différence d'impact économique engendré par les gains de pouvoir d'achat des apprentis leur permettant d'acheter plus de biens et de consommer plus de services, contribuant ainsi au développement économique du pays.

Valeur ajoutée directe : la différence de salaires gagnés par les apprentis par rapport à un scénario où ces derniers n'auraient pas fait d'apprentissage et auraient obtenu des salaires en moyenne inférieurs, que ce soit pendant ou après l'apprentissage.

Les résultats étant issus d'une modélisation sur plusieurs années, un taux d'actualisation est appliqué aux résultats obtenus. Dans cette étude, le taux d'actualisation est de 4,5%, issu du rapport Quinet pour France Stratégie intitulé « L'investissement social à l'épreuve » paru en 2019.



SIMULATION SUR UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Sur une base de 526 500 contrats d'apprentissage

CE QU'INVESTIT L'ÉTAT

6 671 €
Financement lié au soutien
financier des différents acteurs
de l'apprentissage

8 931 €
Financement de la
formation des apprentis
opéré par les CFA
(coûts contrats)

15 602 €

CE QUE GAGNE L'ÉTAT

6 568 €

baisse des coûts sociaux grâce à une
meilleure insertion sur le marché du travail

6 514 €

hausse des cotisations
sociales et patronales

3 674 €

hausse des recettes
publiques grâce au gain
de pouvoir d'achat des
apprentis

2 214 €

baisse des coûts pédagogiques
liés à la formation des apprentis

18 970 €

3 367 €



**ce que l'apprentissage rapporte aux finances
publiques par contrat (en moyenne)**

Méthodologie

DÉFINITION DE LA MESURE D'IMPACT



La mesure d'impact consiste à évaluer les conséquences positives ou négatives, attendues ou inattendues engendrées par les changements induits par la mise en œuvre d'une action, d'un dispositif, d'un programme.

La mesure d'impact ne mesure pas un résultat dans l'absolu, mais s'évalue au regard d'un scénario de référence décrivant l'évolution la plus probable de la situation existante en l'absence de réalisation du projet/programme/action. Ces impacts peuvent être de nature environnementale, économique ou sociale.

DÉFINITION DES FINANCES PUBLIQUES



Les finances publiques couvrent le champ des administrations publiques :

- les administrations publiques locales (collectivités territoriales, caisses des écoles, collèges et lycées, chambres consulaires, etc.),
- les administrations de sécurité sociale (hôpitaux, régimes de sécurité sociale, régimes de retraite complémentaire et régimes d'assurance-chômage (Pôle emploi)),
- l'État, pour les opérations retracées dans le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux,
- les organismes divers d'administration centrale, financés principalement par des subventions de l'État et/ou par affectation de recettes votées en loi de finances.



Méthodologie

1

IDENTIFICATION DES IMPACTS

Identification de plusieurs impacts de l'apprentissage pour les finances publiques que ce soit pendant ou après la formation des apprentis.

2

QUANTIFICATION DES IMPACTS

Par une revue de littérature académique et professionnelle, pour déterminer l'ampleur de ces impacts et y associer des indicateurs quantitatifs. Les impacts non quantifiés dans cette étude seront mentionnés et pourront faire l'objet d'études supplémentaires.

3

VALORISATION DES IMPACTS

Par une seconde revue de littérature, des outils et l'expérience de la mesure d'impact social, Goodwill a mis au point des modèles de calcul pour valoriser chacun des impacts quantifiés en euros.

4

EVALUATION DU BILAN INVESTISSEMENTS-BÉNÉFICES

A partir du coût de l'apprentissage pour les finances publiques (estimé dans le cadre de cette étude) ainsi que la valorisation monétaires des impacts. Puis l'évaluation d'un retour social sur investissement de l'apprentissage.

SOURCE DES DONNÉES



CONCLUSION

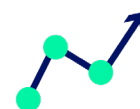
Investir dans la jeunesse n'avait déjà pas de prix... Cette étude montre désormais que cela rapporte à la France, en moyenne, 3 367 € par apprenti.

Cette étude amène à 3 conclusions.

La première : que le rapport investissements-bénéfices est en faveur de l'apprentissage. Les retombées économiques sont supérieures à ses besoins de financement et encouragent le développement de l'apprentissage à tous les niveaux de qualifications et de diplômes. C'est donc une croissance à soutenir.



La seconde : le dispositif d'apprentissage étant profitable pour les finances publiques, adopter une politique en faveur du développement de l'apprentissage s'avère pertinent pour les jeunes et les entreprises.



La troisième : la taxe d'apprentissage ne couvrira pas à elle seule l'investissement global. Il est donc nécessaire de repenser entièrement le système et le financement de l'apprentissage, en y intégrant d'autres ressources du budget de l'État.





LA VOIX DE L'ALTERNANCE

Walt réunit des acteurs à la fois différents et complémentaires autour de causes majeures pour notre société : la réduction des inégalités sociales, économiques et géographiques, la construction pour chaque jeune d'un projet professionnel, la promotion d'une alternance inclusive en faveur de la diversité et de l'égalité professionnelle,...

Ne laisser aucun jeune sans solution, c'est la raison qui nous anime intensément, nous, acteurs de l'alternance, de l'orientation à l'intégration dans l'emploi !

Télécharger l'étude complète sur walt-asso.fr

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Olivier Gauvin

Délégué général

06 80 96 99 29 - olivier.gauvin@walt-asso.fr

walt-asso.fr

